

Montréal 

SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES

DOCUMENT BUDGÉTAIRE 2010

Présentation du budget de fonctionnement

Le 15 janvier 2010

TABLE DES MATIÈRES

	Page
I - Prévisions budgétaires de 2010 du Service des affaires juridiques	
- Mission	7
- Organigramme - Service	8
- Sommaire des dépenses par activités	9
- Principaux écarts - volets des dépenses	10
- Sommaire des revenus par activités	11
- Principaux écarts - volets des revenus	12
- Sommaire des revenus et dépenses par objets	13
- Principales réalisations 2009	14
II - Prévisions budgétaires de 2010 des directions du Service des affaires juridiques (Conseil municipal)	
Direction principale et Affaires civiles	
- Organigramme	16
- Sommaire des revenus et dépenses par objets	18
- Principaux écarts - volets des dépenses	19
- Principaux écarts - volets des revenus	20
- Principales réalisations 2009	21
- Priorités 2010	22

TABLE DES MATIÈRES

	Page
III - Prévisions budgétaires de 2010 des directions du Service des affaires juridiques (Conseil d'agglomération)	
Direction des affaires pénales et criminelles	
- Mission	25
- Organigramme	26
- Sommaire des revenus et dépenses par objets	28
- Principaux écarts - volets des dépenses	29
- Principaux écarts - volets des revenus	30
- Principales réalisations 2009	31
- Priorités 2010	33
IV - Autres unités (Conseil d'agglomération)	
Magistrature	
- Organigramme	36
- Sommaire des revenus et dépenses par objets	37
- Principaux écarts - volets des dépenses	38
V - Annexes (Évolution budgétaire 2008-2010)	
Évolution des dépenses 2009	40
Évolution des revenus 2009	41
Sommaire des dépenses 2008-2010	42
Sommaire des revenus 2008-2010	43

Montréal 

SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES

DOCUMENT BUDGÉTAIRE 2010

Mission

- Services-conseils en matière juridique ainsi que des services de négociation et de rédaction de contrats et d'actes notariés pour le compte des autorités administratives et politiques de la Ville et des arrondissements;
- Conception et rédaction de règlements municipaux;
- Représentation de la Ville devant les tribunaux, organismes ou autres instances administratives, judiciaires ou quasi-judiciaires;
- Assurer à la population de l'agglomération de Montréal les services d'une cour municipale ayant pour objectifs d'offrir sur l'ensemble de l'île de Montréal une justice de proximité accessible à tous les justiciables;
- Services d'un Bureau des réclamations auprès duquel les citoyens peuvent déposer leurs demandes d'indemnisation pour des dommages subis en raison d'une faute commise par la Ville ou l'un de ses employés.

Sommaire**Service des affaires juridiques****Dépenses par activités***(en milliers de dollars)*

	Conseil municipal			Conseil d'agglomération			Total		
	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %
Administration générale									
Conseil municipal			-	-	-	-	-	-	-
Application de la loi	8 262,6	10 105,1	22,3	45 427,9	46 185,3	1,7	53 690,5	56 290,4	4,8
Gestion financière et administrative			-	-	-	-	-	-	-
Greffe			-	-	-	-	-	-	-
Évaluation			-			-	-	-	-
Autres	72,3	71,7	(0,8)	22,5	22,3	(0,9)	94,8	94,0	(0,8)
Sécurité publique									
Transport									
Hygiène du milieu									
Santé et bien-être									
Autres			-	-	-	-	-	-	-
Aménagement, urbanisme et développement									
Loisirs et culture									
Autres - activités culturelles			-	-	-	-	-	-	-
Soutien matériel et technique									
Gestion et exploitation des immeubles			-	-	-	-	-	-	-
Autres activités	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Frais de financement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Remboursement de la dette à long terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	8 334,9	10 176,8	22,1	45 450,4	46 207,6	1,7	53 785,3	56 384,4	4,8

Service des affaires juridiques

Sommaire

Principaux écarts - volet des dépenses

(en années-personnes et en milliers de dollars)

	a.-p.	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2009	429,4	8 334,9	45 450,4	53 785,3
CONSEIL MUNICIPAL				
Ajustements				
Ajustements liés au Fonds des immeubles		19,1		19,1
Expertise légale - dossier Caisse de retraite et financement	3,0	325,0		325,0
Financement permanent des postes reliés aux honoraires juridiques (1912)		716,4		716,4
Réaménagements budgétaires				
Indexation - rémunération (incluant charges sociales)		602,4		602,4
Indexation - autres familles		28,9		28,9
Veille législative	2,0	150,1		150,1
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION				
Ajustements				
Ajustements liés au Fonds des immeubles			(159,6)	(159,6)
Incitatif pour l'affectation d'employé en disponibilité hors structure			30,0	30,0
Réaménagements budgétaires				
Indexation - rémunération (incluant charges sociales)			93,0	93,0
Indexation - autres familles			318,5	318,5
Réduction des délais des vérifications administratives et service à la clientèle	15,0		754,5	754,5
Réduction des délais - Cour municipale	3,0		249,6	249,6
Réduction des délais d'audition (juges provisoires)			377,7	377,7
Stratégies de financement				
Réorganisation du travail			(192,7)	(192,7)
Réduction des autres familles de dépenses			(713,8)	(713,8)
Variation totale	23,0	1 841,9	757,2	2 599,1
Budget 2010	452,4	10 176,8	46 207,6	56 384,4

Sommaire**Service des affaires juridiques****Revenus par activités***(en milliers de dollars)*

	Conseil municipal			Conseil d'agglomération			Total		
	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %
Administration générale									
Conseil municipal			-			-	-	-	-
Application de la loi	100 455,9	94 138,4	(6,3)	82 460,2	81 877,7	(0,7)	182 916,1	176 016,1	(3,8)
Gestion financière et administrative			-			-	-	-	-
Greffe			-			-	-	-	-
Évaluation			-			-	-	-	-
Gestion du personnel			-			-	-	-	-
Autres	526,2	526,2	-			-	526,2	526,2	-
Sécurité publique									
Autres	91,8	91,8					91,8	91,8	
Transport									
Hygiène du milieu									
Santé et bien-être									
Aménagement, urbanisme et développement									
Loisirs et culture									
Soutien matériel et technique									
Autres activités	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Frais de financement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Remboursement de la dette à long terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	101 073,9	94 756,4	(6,3)	82 460,2	81 877,7	(0,7)	183 534,1	176 634,1	(3,8)

Service des affaires juridiques

Sommaire

Principaux écarts - volet des revenus

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2009	101 073,9	82 460,2	183 534,1
CONSEIL MUNICIPAL			
Réduction des contraventions	(6 100,0)		(6 100,0)
Augmentation des contestations et réduction des amendes	(217,5)		(217,5)
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION			
Réduction des contraventions		(2 200,0)	(2 200,0)
Augmentations des contestations et réduction des amendes		(1 382,5)	(1 382,5)
Tarification de la SAAQ incluse dans les frais payés par les contrevenants		3 000,0	3 000,0
Variation totale	(6 317,5)	(582,5)	(6 900,0)
Budget 2010	94 756,4	81 877,7	176 634,1

Sommaire

Service des affaires juridiques

Revenus par principaux objets

(en milliers de dollars)

	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %
Taxes	-	-	-
Paiements tenant lieu de taxes	-	-	-
Services rendus aux organismes municipaux	-	-	-
Autres services rendus	662,0	662,0	-
Autres revenus	181 072,1	174 172,1	(3,8)
Transferts	1 800,0	1 800,0	-
Total	183 534,1	176 634,1	(3,8)

Dépenses par principaux objets et catégories d'emplois

(en milliers de dollars et en années-personnes)

	\$			Années-personnes		
	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Juges	7 222,5	7 249,6	0,4	30,0	30,0	
Cadres et contremaîtres	3 274,4	3 597,5	9,9	28,0	29,0	3,6
Professionnels et cols blancs	25 913,7	28 267,5	9,1	371,4	393,4	5,9
Cols bleus			-			-
	36 410,6	39 114,6	7,4	429,4	452,4	5,4
Biens, services et autres objets de dépenses	17 374,7	17 269,8	(0,6)			
Total	53 785,3	56 384,4	4,8			

Principales réalisations 2009

Service des affaires juridiques

Engagements 2009

- Créer 6 postes d'avocats et un poste de professionnel pour donner suite au projet pilote sur la gestion des mandats externes.
- Conduire une réflexion pour assurer une plus grande efficacité et une plus grande cohésion en ce qui a trait aux recouvrements.
- Conclure une entente avec la SAAQ, le ministère des Transports et le ministère de la Justice, afin de permettre l'adoption de nouvelles dispositions législatives relativement aux frais payés à la SAAQ suite à la levée de sanctions (économie potentielle de 3,5 M\$).
- Réaménager les points de service de l'est de Montréal.

Réalisations 2009

- Les 7 postes ont été créés et comblés, comme prévu.
- Cette année, nos efforts ont porté sur le recouvrement des coûts d'occupation et d'obstruction du domaine public et nous avons obtenu un taux de recouvrement de 56 %, alors qu'il n'était que de 19 % en 2008 et de 5 % en 2007.
- Un amendement législatif a été adopté par le gouvernement du Québec. Suite à cette modification législative, des frais de 30,90 \$ pourront être réclamés au défendeur en défaut de payer son constat d'infraction. Ces frais génèreront des revenus supplémentaires de l'ordre de 3 M\$ pour la Ville de Montréal.
- Un nouveau point de service sera aménagé à l'été 2010. Ce projet a été autorisé par les autorités.

Montréal 

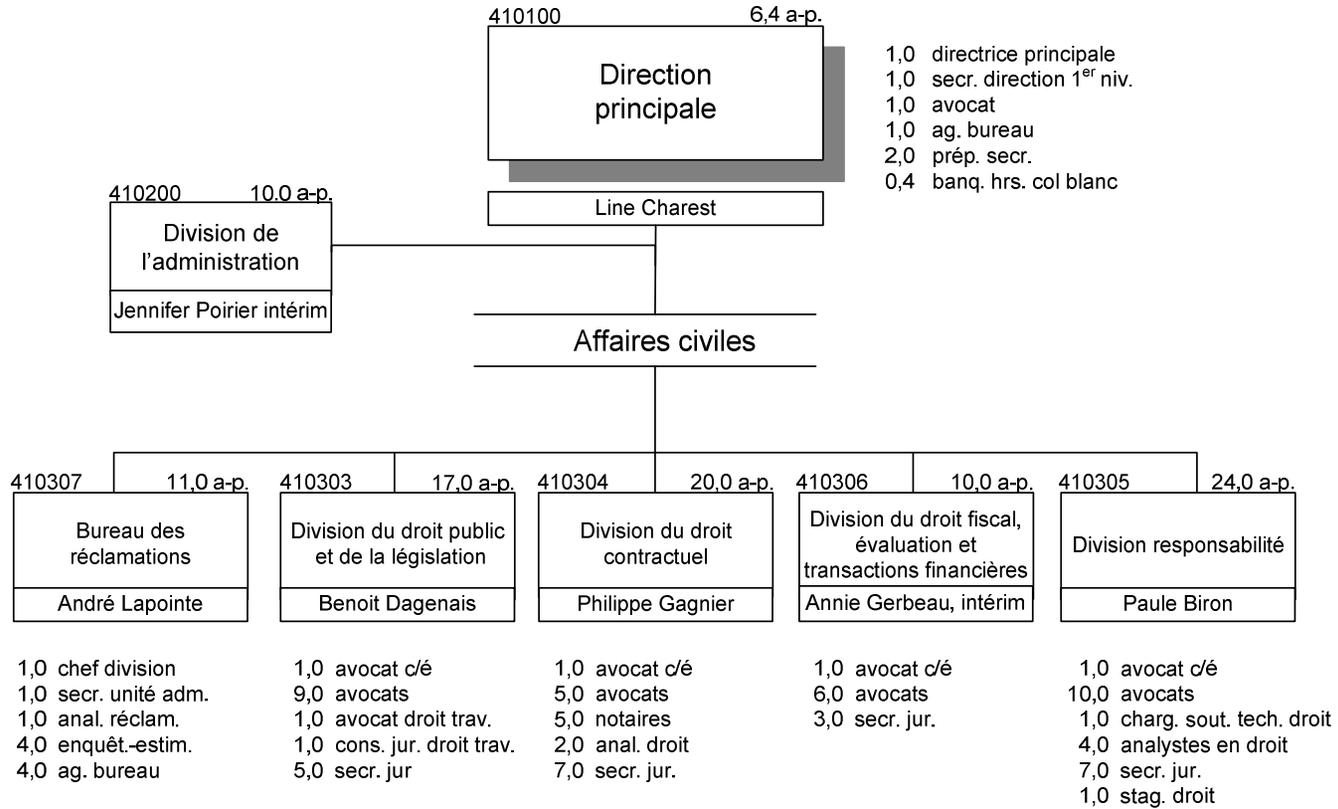
SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2010
DIRECTION PRINCIPALE ET AFFAIRES CIVILES

Service des affaires juridiques

Budget 2010

Total a-p. : 98,4



Janvier 2010

Service des affaires juridiques

Budget 2010

Total a-p. : 10.0 a-p

410100

Direction
principale

Line Charest

410201

5,0 a-p.

Division de
l'administration

Jennifer Poirier intérim

1,0 chef division
1,0 secr. unité adm.
1,0 conseiller rh
1,0 ag.-conseil rh
1,0 tech rh

410210

5,0 a-p.

Section du soutien
général

Marie-Lyne Léveillé int.

1,0 chef section
1,0 prép. soutien adm.
2,0 ag. bureau
1,0 com. bureau

Janvier 2010

Service des affaires juridiques

Direction : Direction principale et affaires civiles

Revenus par principaux objets

(en milliers de dollars)

	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %
Taxes	-	-	-
Paiements tenant lieu de taxes	-	-	-
Services rendus aux organismes municipaux	-	-	-
Autres services rendus	526,2	526,2	-
Autres revenus	60,0	60,0	-
Transferts	-	-	-
Total	586,2	586,2	-

Dépenses par principaux objets et catégories d'emplois

(en milliers de dollars et en années-personnes)

	\$			Années-personnes		
	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Cadres et contremaîtres	1 011,4	1 630,2	61,2	8,0	13,0	62,5
Professionnels et cols blancs	5 877,5	7 323,0	24,6	75,4	85,4	13,3
Cols bleus			-			-
	6 888,9	8 953,2	30,0	83,4	98,4	18,0
Biens, services et autres objets de dépenses	1 446,0	1 518,7	5,0			
Total	8 334,9	10 471,9	25,6			

Revenus et dépenses par compétence

(en milliers de dollars)

	Revenus			Dépenses		
	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %
Conseil municipal	586,2	586,2	-	8 334,9	10 176,8	22,1
Conseil d'agglomération			-		295,1	-
Total	586,2	586,2	-	8 334,9	10 471,9	25,6

Service des affaires juridiques

Direction : Direction principale et Affaires civiles

Principaux écarts - volet des dépenses

(en années-personnes et en milliers de dollars)

	a.-p.	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2009	83,4	8 334,9		8 334,9
CONSEIL MUNICIPAL				
Ajustements				
Ajustements liés au Fonds des immeubles		19,1		19,1
Financement permanent des postes reliés aux honoraires juridiques (1912)		716,4		716,4
Expertise légale - dossier Caisse de retraite et financement	3,0	325,0		325,0
Transfert de la fonction administration de la Direction des affaires pénales et criminelles	5,0	445,1		445,1
Réaménagements budgétaires				
Indexation - rémunération (incluant charges sociales)		157,4		157,4
Indexation - autres familles		28,9		28,9
Veille législative	2,0	150,0		150,0
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION				
Ajustements				
Transfert de la fonction administration de la Direction des affaires pénales et criminelles	5,0		295,1	295,1
Variation totale	15,0	1 841,9	295,1	2 137,0
Budget 2010	98,4	10 176,8	295,1	10 471,9

Principales réalisations 2009
Direction principale et Affaires civiles

Engagements 2009

- Créer 6 postes d'avocats et un poste de professionnel pour donner suite au projet pilote sur la gestion des mandats externes.
- Poursuivre la facturation informative.
- Conduire une réflexion pour assurer une plus grande efficacité et une plus grande cohésion en ce qui a trait aux recouvrements.
- Mettre en place un processus interne de formation continue reconnue par la Chambre des notaires et le Barreau du Québec.

Réalisations 2009

- Les 7 postes ont été créés et comblés, comme prévu.
- La facturation informative a été perpétuée jusqu'au 1er décembre 2009 où, après enquête auprès de notre clientèle, nous avons mis fin à cette pratique.
- Cette année, nos efforts ont porté sur le recouvrement des coûts d'occupation et d'obstruction du domaine public et nous avons obtenu un taux de recouvrement de 56 %, alors qu'il n'était que de 19 % en 2008 et de 5 % en 2007.
- 844.50 heures de formation ont été complétées par les avocats et notaires, lesquels respectent les obligations de leur corporation professionnelle respective.

Priorités 2010

Direction principale et Affaires civiles

- Créer les postes requis pour faire en sorte de poursuivre le développement d'une expertise interne et de réduire conséquemment le recours à des cabinets externes;
- Répondre aux nouveaux mandats confiés aux juristes comme suite à la réorganisation en cours;
- Poursuivre la réflexion pour assurer une plus grande efficacité en ce qui a trait aux recouvrements;
- Organiser le travail pour consolider la nouvelle équipe :
DROIT FISCAL, ÉVALUATION ET TRANSACTIONS FINANCIÈRES.

Montréal 

SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2010
DIRECTION DES AFFAIRES PÉNALES ET CRIMINELLES

Mission

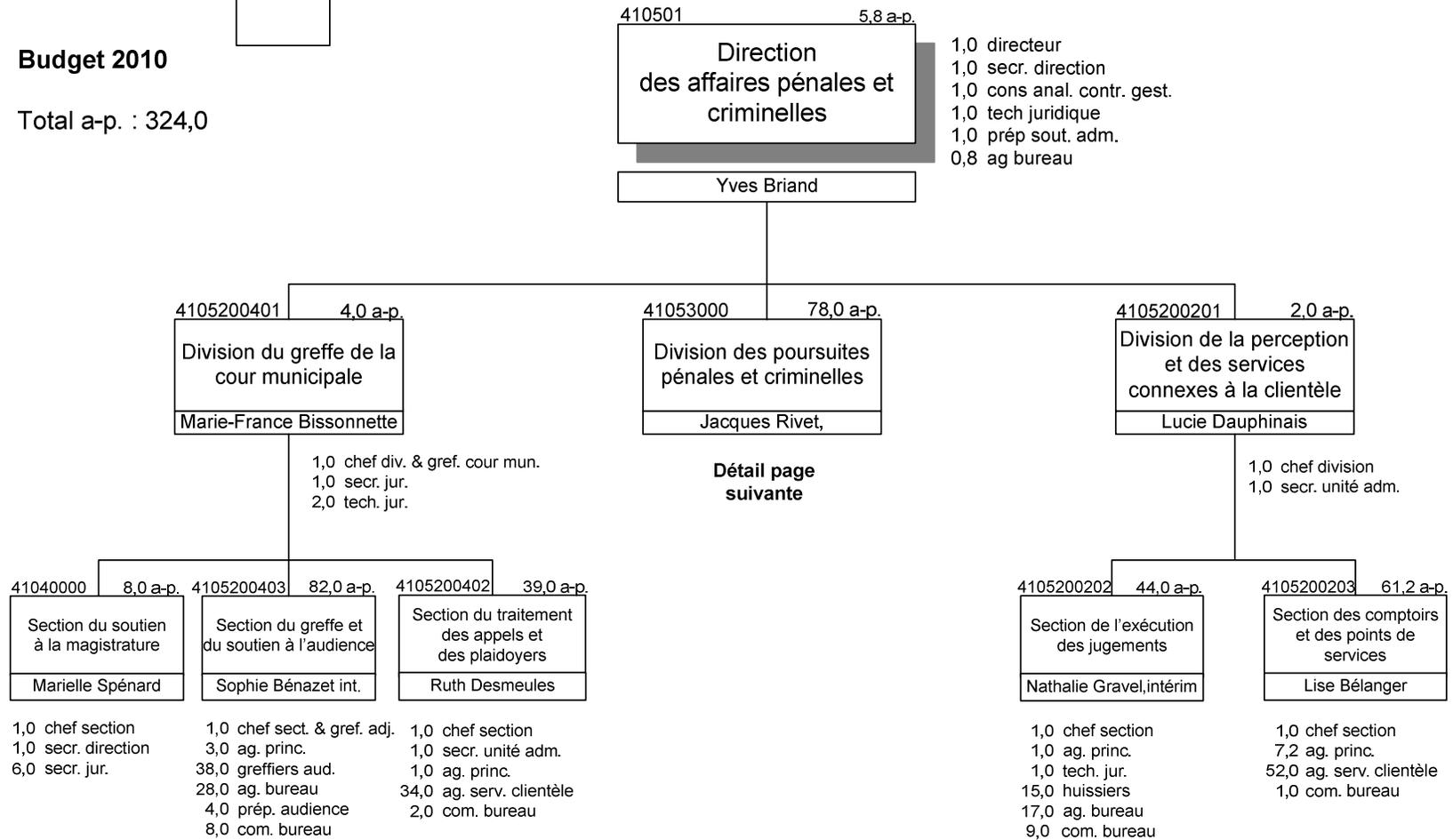
Direction des affaires pénales et criminelles

- Assurer à la population de l'agglomération de Montréal les services d'une cour municipale ayant pour objectifs d'offrir sur l'ensemble de l'île de Montréal une justice de proximité accessible à tous les justiciables et à cette fin, voir plus particulièrement à assurer.
 - Le traitement des procédures déposées devant la Cour municipale de la Ville de Montréal;
 - La poursuite dans les dossiers traités à la Cour municipale aussi bien en matière pénale que criminelle;
 - La tenue des auditions au chef-lieu ainsi que dans les points de services répartis sur le territoire de l'île de Montréal;
 - L'exécution des jugements rendus par la Cour municipale et la perception des frais et des amendes en découlant.

Service des affaires juridiques

Budget 2010

Total a-p. : 324,0

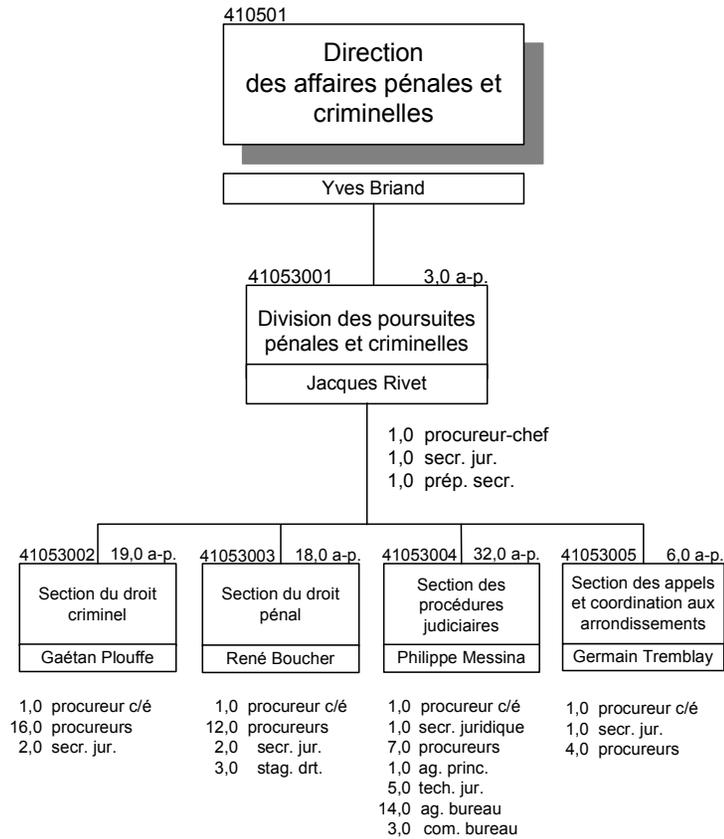


Janvier 2010

Service des affaires juridiques

Budget 2010

Total a-p. : 78,0



Janvier 2010

Service des affaires juridiques

Direction : Affaires pénales et criminelles

Revenus par principaux objets

(en milliers de dollars)

	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %
Taxes	-	-	-
Paiements tenant lieu de taxes	-	-	-
Services rendus aux organismes municipaux	-	-	-
Autres services rendus	135,8	135,8	-
Autres revenus	181 012,1	174 112,1	(3,8)
Transferts	1 800,0	1 800,0	-
Total	182 947,9	176 047,9	(3,8)

Dépenses par principaux objets et catégories d'emplois

(en milliers de dollars et en années-personnes)

	\$			Années-personnes		
	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Cadres et contremaîtres	2 263,0	1 967,3	(13,1)	20,0	16,0	(20,0)
Professionnels et cols blancs	20 036,2	20 948,0	4,6	296,0	308,0	4,1
Cols bleus			-			-
	22 299,2	22 915,3	2,8	316,0	324,0	2,5
Biens, services et autres objets de dépenses	15 912,3	15 357,0	(3,5)			
Total	38 211,5	38 272,3	0,2			

Revenus et dépenses par compétence

(en milliers de dollars)

	Revenus			Dépenses		
	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %
Conseil municipal	100 487,7	94 170,2	(6,3)			-
Conseil d'agglomération	82 460,2	81 877,7	(0,7)	38 211,5	38 272,3	0,2
Total	182 947,9	176 047,9	(3,8)	38 211,5	38 272,3	0,2

Service des affaires juridiques

Direction : Affaires pénales et criminelles

Principaux écarts - volet des dépenses

(en années-personnes et en milliers de dollars)

	a.-p.	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2009	316,0		38 211,5	38 211,5
CONSEIL MUNICIPAL				
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION				
Ajustements				
Ajustements liés au Fonds des immeubles			(159,6)	(159,6)
Incitatif pour l'affectation d'employé en disponibilité hors structure			30,0	30,0
Transfert de la fonction administration à la Direction principale	(10,0)		(740,1)	(740,1)
				-
Réaménagements budgétaires				
Indexation - rémunération (incluant charges sociales)			514,7	514,7
Indexation - autres familles			318,2	318,2
Réduction des délais des vérifications administratives et service à la clientèle	15,0		754,5	754,5
Réduction des délais d'audition - Cour municipale	3,0		249,6	249,6
				-
Stratégies de financement				
Réorganisation du travail			(192,7)	(192,7)
Réduction des autres familles de dépenses			(713,8)	(713,8)
Variation totale	8,0	-	60,8	60,8
Budget 2010	324,0	-	38 272,3	38 272,3

Service des affaires juridiques

Direction : Affaires pénales et criminelles

Principaux écarts - volet des revenus

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2009	100 487,7	82 460,2	182 947,9
CONSEIL MUNICIPAL			
Réduction des contraventions	(6 100,0)		(6 100,0)
Augmentation des contestations et réduction des amendes	(217,5)		(217,5)
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION			
Réduction des contraventions		(2 200,0)	(2 200,0)
Augmentation des contestations et réduction des amendes		(1 382,5)	(1 382,5)
Tarification de la SAAQ incluse dans les frais payés par les contrevenants		3 000,0	3 000,0
Variation totale	(6 317,5)	(582,5)	(6 900,0)
Budget 2010	94 170,2	81 877,7	176 047,9

Principales réalisations 2009
Direction des affaires pénales et criminelles

Engagements 2009

Réalisations 2009

- Amorcer le développement et le déploiement de la phase II du système d'émission des constats d'infraction.
 - Conclure une entente avec la SAAQ, le ministère des Transports et le ministère de la Justice, afin de permettre l'adoption de nouvelles dispositions législatives relativement aux frais payés à la SAAQ suite à la levée de sanctions (économie potentielle de 3,5 M\$).
 - Établir une collaboration et participer aux travaux de l'équipe du ministère de la Justice responsable du développement du Système intégré d'information de la justice (SIJ) pour l'implantation de notre propre système.
 - Réaménager les points de service de l'est de Montréal.
 - Mettre en place diverses mesures afin d'assurer la polyvalence de notre personnel.
- Ce projet n'a pas été retenu dans le cadre de la préparation du PTI 2009-2011. Une nouvelle demande a été présentée pour le PTI 2010-2012.
 - Un amendement législatif a été adopté par le gouvernement du Québec. Suite à cette modification législative, des frais de 30,90 \$ pourront être réclamés au défendeur en défaut de payer son constat d'infraction. Ces frais génèreront des revenus supplémentaires de l'ordre de 3 M\$ pour la Ville de Montréal.
 - À la fin de juin 2009, une nouvelle structure de gouvernance a été approuvée pour le SIJ. L'adoption de cette nouvelle structure a retardé la constitution du Comité consultatif des intervenants du milieu de justice.
 - Un nouveau point de service sera aménagé à l'été 2010. Ce projet a été autorisé par les autorités.
 - Diverses mesures ont été mises en place au début de l'année afin d'assurer une plus grande polyvalence chez nos employés. Nous commençons seulement à bénéficier de ces changements survenus en début d'année.

Principales réalisations 2009 (suite)
Direction des affaires pénales et criminelles

Engagements 2009

- Actualiser et enrichir nos moyens de communication avec les citoyens et les employés de la Ville de Montréal (notamment nos sites Internet et intranet).

- Négociation d'une entente à long terme avec le ministère de la Justice pour le traitement des dossiers de violence conjugale à la Cour municipale de la Ville de Montréal et le maintien de la compensation du 1,8 M\$.

Réalisations 2009

- Nous procéderons au début de l'année 2010, au lancement d'un appel d'offres afin de trouver une firme responsable du développement de notre nouveau site Internet. Nous avons remis à jour l'ensemble de notre documentation de la base de données Sherlock et dispensé de nombreux cours de formation aux employés de la Ville.

- Conclusion d'une entente pour les années 2009 et 2010 : revenus de 3,6 M\$ pour la Ville de Montréal.

SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES

Priorités 2010

Direction des affaires pénales et criminelles

- Maintenir notre partenariat avec le ministère de la Justice et l'équipe du Système intégré d'information de la justice (SIJ).
- Lancement de notre nouveau site Internet.
- Ouverture du point de service de l'est de Montréal (août 2010).
- Commencer le développement de la phase II du projet de système d'émission des constats d'infraction (SÉCI).
- Améliorer nos délais de traitement de nos procédures et des auditions.
- Reprise de l'opération Sabot de Denver; appel d'offres public pour le site de remisage des véhicules saisis; préparation du dossier en vue de l'adoption d'un règlement municipal sur les frais applicables.
- Reprise de l'activité de la téléphonie au sein de la Direction des affaires pénales et criminelles.

Montréal 

SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2010
MAGISTRATURE

Service des affaires juridiques

Budget 2010

Total a-p. : 30.0 a-p

410400 30.0 a-p.
Magistrature



Janvier 2010

Service des affaires juridiques

Direction : Magistrature

Revenus par principaux objets

(en milliers de dollars)

	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %
Taxes	-	-	-
Paiements tenant lieu de taxes	-	-	-
Services rendus aux organismes municipaux	-	-	-
Autres services rendus			-
Autres revenus			-
Transferts		-	-
Total	-	-	-

Dépenses par principaux objets et catégories d'emplois

(en milliers de dollars et en années-personnes)

	\$			Années-personnes		
	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Juges	7 222,5	7 246,1	0,3	30,0	30,0	
Cadres et contremaîtres						-
Professionnels et cols blancs			-			-
Cols bleus			-			-
	7 222,5	7 246,1	0,3	30,0	30,0	-
Biens, services et autres objets de dépenses	16,4	394,1	2 303,0			
Total	7 238,9	7 640,2	5,5			

Revenus et dépenses par compétence

(en milliers de dollars)

	Revenus			Dépenses		
	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %
Conseil municipal		-	-			-
Conseil d'agglomération		-	-	7 238,9	7 640,2	5,5
Total	-	-	-	7 238,9	7 640,2	5,5

Service des affaires juridiques

Direction : Magistrature

Principaux écarts - volet des dépenses

(en années-personnes et en milliers de dollars)

	a.-p.	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2009	30,0		7 238,9	7 238,9
CONSEIL MUNICIPAL				
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION				
Réaménagements budgétaires				
Indexation - rémunération (incluant charges sociales)			23,3	23,3
Indexation - autres familles			0,3	0,3
Réduction des délais d'audition (juges provisoires)			377,7	377,7
Variation totale	-	-	401,3	401,3
Budget 2010	30,0	-	7 640,2	7 640,2

Montréal 

SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES

***Tableaux annexes
(Évolution budgétaire 2008-2010)***

Service des affaires juridiques

Dépenses - évolution budgétaire 2009

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Budget original 2009	8 334,9	45 450,4	53 785,3
Crédits additionnels	3 290,8	1 762,8	5 053,6
Plan de redressement	(1 459,9)	(1 789,4)	(3 249,3)
Budget modifié 2009	10 165,8	45 423,8	55 589,6
Prévisions 2009	9 663,8	45 045,9	54 709,7
Surplus (déficit)	502,0	377,9	879,9
<u>Explication des principaux écarts</u>			
Postes vacants		595,7	595,7
Postes de juges vacants		632,0	632,0
Coût des juges provisoires plus élevé suite à la vacance de juges permanents		(849,8)	(849,8)
Postes vacants	502,0		502,0
Ces chiffres sont fournis à titre indicatif. Ils sont déjà inclus dans les tableaux annexes du cahier budgétaire du Service des affaires corporatives.			
	502,0	377,9	879,9

Service des affaires juridiques

Revenus - évolution budgétaire 2009

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Budget original 2009	101 073,9	82 460,2	183 534,1
Subventions additionnelles			
Autres			
Budget modifié 2009	101 073,9	82 460,2	183 534,1
Prévisions 2009	75 102,3	65 798,3	140 900,6
Surplus (déficit)	(25 971,6)	(16 661,9)	(42 633,5)
<u>Explication des principaux écarts</u>			
Diminution des contraventions	(26 729,9)	(16 661,9)	(43 391,8)
			-
Augmentation des réclamations pour dommages et pertes	758,3		758,3
Ces chiffres sont fournis à titre indicatif. Ils sont déjà inclus dans les tableaux annexes du cahier budgétaire du Service des affaires corporatives.			
	(25 971,6)	(16 661,9)	(42 633,5)

Sommaire

Service des affaires juridiques

Dépenses et années-personnes par direction

(en milliers de dollars et variation annuelle en pourcentage)

Direction	Années-personnes			Conseil municipal				Conseil d'agglomération				Total			
	Comparatif 2008 (1)	Comparatif 2009	Budget 2010	Résultats 2008 (1)	Comparatif 2008 (1)	Comparatif 2009	Budget 2010	Résultats 2008 (1)	Comparatif 2008 (1)	Comparatif 2009	Budget 2010	Résultats 2008 (1)	Comparatif 2008 (1)	Comparatif 2009	Budget 2010
Direction principale et Affaires civiles		83,4	98,4			8 334,9	10 176,8				295,1	-	-	8 334,9	10 471,9
		-	18,0%			-	22,1%			-	-			-	25,6%
Affaires pénales et criminelles		316,0	324,0							38 211,5	38 268,8	-	-	38 211,5	38 268,8
		-	2,5%							-	0,1%			-	0,1%
Magistrature		30,0	30,0							7 238,9	7 643,7	-	-	7 238,9	7 643,7
		-								-	5,6%			-	5,6%
		-	-			-	-			-	-			-	-
		-	-			-	-			-	-			-	-
		-	-			-	-			-	-			-	-
		-	-			-	-			-	-			-	-
Total	-	429,4	452,4			8 334,9	10 176,8			45 450,4	46 207,6	-	-	53 785,3	56 384,4
		-	5,4%			-	22,1%			-	1,7%			-	4,8%

(1) Pour ces années, se référer au cahier budgétaire du Service des affaires corporatives

Sommaire

Service des affaires juridiques

Revenus par direction

(en milliers de dollars)

Direction	Conseil municipal				Conseil d'agglomération				Total			
	Résultats 2008 (1)	Comparatif 2008 (1)	Comparatif 2009	Budget 2010	Résultats 2008 (1)	Comparatif 2008 (1)	Comparatif 2009	Budget 2010	Résultats 2008 (1)	Comparatif 2008 (1)	Comparatif 2009	Budget 2010
Direction principale et Affaires civiles			586,2	586,2					-	-	586,2	586,2
			-	0,0%			-	-			-	0,0%
Affaires pénales et criminelles			100 487,7	94 170,2			82 460,2	81 877,7	-	-	182 947,9	176 047,9
			-	-6,3%			-	-0,7%			-	-3,8%
Magistrature			-	-			-	-	-	-	-	-
			-	-			-	-			-	-
			-	-			-	-			-	-
			-	-			-	-			-	-
			-	-			-	-			-	-
			-	-			-	-			-	-
Total	-	-	101 073,9	94 756,3	-	-	82 460,2	81 877,7	-	-	183 534,1	176 634,1
			-	-6,3%			-	-0,7%			-	-3,8%

(1) Pour ces années, se référer au cahier budgétaire du Service des affaires corporatives

